

La guerre, nouvel horizon de l'économie mondiale



La directrice générale du Fonds monétaire international, Kristalina Georgieva, à Washington, le 9 avril. HEATHER DIEHL/AFP

○

Julien Bouissou

Le FMI s'alarme de la multiplication des conflits, alors que les niveaux de dette publique limitent les marges de manœuvre

Le constat est glaçant. « *Le nombre de conflits actifs a récemment bondi et a atteint un niveau inédit depuis la fin de la seconde guerre mondiale* », écrit le Fonds monétaire international (FMI) dans son rapport phare consacré aux perspectives économiques mondiales, publié à l'occasion de ses réunions de printemps qui débutent à Washington lundi 13 avril. L'institution en tire cette conclusion : le temps des guerres à répétition s'installe et l'économie mondiale doit s'y préparer.

A Washington, les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales du monde entier vont, jusqu'au samedi 18 avril, se pencher en priorité sur les conséquences de la guerre au Moyen-Orient. Malgré un cessez-le-feu fragile entre les Etats-Unis et l'Iran, le détroit d'Ormuz reste toujours sous contrôle iranien et la réparation des sites de production et de gaz endommagés dans les pays du golfe Arabo-Persique va durer des mois, voire des années.

La directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, a évoqué, jeudi 9 avril, un « *choc de l'offre* » qui est « *de grande ampleur* », du fait d'un recul des approvisionnements en pétrole et en gaz dans le monde de respectivement 13 % et 20 %, mais aussi « *mondial* », avec des perturbations qui se propagent aux chaînes d'approvisionnement de la planète, et enfin « *asymétrique* ». L'impact sur chaque pays varie en fonction de sa « *proximité* », selon qu'il soit importateur ou exportateur d'hydrocarbures et s'il a les marges de manœuvre budgétaires pour absorber ce choc.

La croissance mondiale devrait être revue légèrement à la baisse pour 2026 alors que les économistes du FMI, qui publient leurs prévisions mardi 14 avril, anticipaient, juste avant les premiers bombardements américano-israéliens en Iran fin février, une hausse. Les pays à bas revenu seront les plus touchés par les conséquences de la guerre au Moyen-Orient, en particulier les plus endettés et ceux qui importent des hydrocarbures. D'après les projections du FMI, les demandes d'assistance financière des pays en proie à un grave déficit de leur balance des paiements devraient être comprises entre 20 milliards et 50 milliards de dollars (42,6 milliards d'euros). L'institution affirme « *disposer de ressources suffisantes pour faire face à ce choc* ». La Banque mondiale s'est aussi voulue rassurante en se disant prête, de son côté, à accorder des prêts allant jusqu'à 70 milliards de dollars ces six prochains mois, à travers son guichet « *crisis response window* » (« mécanisme de réponse aux crises »).

Questions inimaginables

Le FMI redoute surtout l'imminence de nouveaux conflits ou désastres. « *Si, comme nous l'espérons tous, le conflit se termine bientôt, soyez sûr que, d'ici peu, un nouveau choc surviendra* », a avancé Kristalina Georgieva lors d'une conférence donnée à Tokyo, le 9 mars, quelques jours seulement après les premiers bombardements en Iran. Non seulement les guerres se rapprochent des économies occidentales, que ce soit en Ukraine ou dans le Golfe, qui les irrigue d'hydrocarbures, mais elles se multiplient.

Le FMI observe ainsi que « *près de 45 % de la population mondiale vit dans des pays touchés par des conflits ou des guerres civiles* ». Quand ce n'est pas la guerre qui pousse les pays à se réarmer, c'est la montée des tensions géopolitiques. Sur la période 2020-2024, la moitié des pays dans le monde ont augmenté leurs budgets de défense et, en 2024, près de 40 % y consacraient plus de 2 % de leur produit intérieur brut (PIB), contre seulement 27 % des pays en 2018.

Ces dépenses militaires redessinent le visage de l'économie mondiale. Le FMI, qui jusque-là était plutôt habitué à mesurer les conséquences économiques du réchauffement climatique ou à évaluer les risques de crise financière, doit se poser des questions inimaginables il y a encore quelques années : « *Quels sont les effets à court et long terme des guerres sur la production d'un pays ?* » ; « *comment les économies redécollent-elles après la guerre ?* » ; ou encore « *Est-ce que le boom des dépenses militaires réduit les autres postes budgétaires, dans le secteur social par exemple ?* » ; et enfin « *Les effets sont-ils les mêmes dans les économies émergentes ou développées ?* ».

Les économistes du FMI ont pour cela analysé plusieurs pays en guerre. En Ukraine, ils ont observé que la numérisation de l'économie avait permis à l'activité de se poursuivre malgré la destruction des infrastructures. Au Rwanda, ils constatent que la reprise après le génocide de 1994 a été facilitée par une meilleure collecte fiscale, une importante aide financière extérieure ou encore une restructuration de la dette. « *Les pertes de production dans les pays en conflit sont profondes et durables, et dépassent généralement celles qui surviennent après des crises financières ou des catastrophes naturelles graves* », souligne le FMI. Les conséquences ne se limitent pas au pays lui-même, mais s'étendent aussi à ses voisins ou à ses partenaires commerciaux.

Ces dépenses militaires vont alourdir un peu plus encore la dette publique tout en creusant les déficits, obligeant les Etats à mener des arbitrages budgétaires d'autant plus difficiles, qu'« *il y a dans le monde un problème avec les marges de manœuvre budgétaires* », a souligné Kristalina Georgieva jeudi.

Les dépenses publiques se sont envolées ces dernières années pour amortir les chocs de la pandémie de Covid-19, de l'invasion russe en Ukraine, de l'offensive protectionniste déclenchée par les Etats-Unis, et maintenant de la crise dans le Golfe. Mais pour combien de temps encore ?

Le monde n'a jamais affronté une crise comme celle du Moyen-Orient avec une dette publique aussi élevée. « *La dette publique mondiale a atteint 93,9 % du PIB en 2025 et devrait dépasser les 100 % d'ici à 2028. Un niveau jamais observé en temps de paix, ce qui représente un tournant pour la politique économique et pour la vie politique en général* », avertissent plusieurs responsables du FMI dans un article publié en mars. Avec la hausse des taux d'intérêt, le remboursement de la dette est devenu un fardeau de plus en plus lourd. Ainsi, il représente à lui seul 4,2 % du budget américain en 2025, soit davantage que le budget de la défense, contre 2 % avant la pandémie.

« **Compétition féroce** »

Ces nouveaux risques compliquent la mission du FMI, censé venir en aide aux pays en difficulté tout en limitant les effets de contagion, et surveiller les risques partout dans le monde. « *Le choc provoqué par la fermeture du détroit d'Ormuz sur les chaînes d'approvisionnement mondiales n'a pas une cause économique mais géopolitique, ce qui limite la capacité d'action des institutions de Bretton Woods* », estime Hung Tran, ancien directeur adjoint au FMI et chercheur associé au think tank américain Atlantic Council. De fait, les recommandations du FMI sur la politique monétaire ne peuvent pas grand-chose contre l'inflation lorsque c'est la fermeture d'Ormuz qui entraîne la flambée des cours du pétrole.

Le FMI se retrouve ainsi coincé dans la position de spectateur. « *Pour l'heure, il convient d'attendre tout en étant vigilant* », a d'ailleurs affirmé Kristalina Georgieva jeudi, en conseillant aux banques centrales, inquiètes d'une poussée inflationniste, de ne pas se précipiter pour durcir leur politique monétaire. Ses conseils seront-ils suivis ?

Certains économistes regrettent que l'institution réserve ses conseils et diagnostics parfois sévères aux pays à faible revenu, plutôt qu'aux nations riches et développées, notamment sur leur niveau de dette et de déficit. « *Le FMI, sous la direction de Kristalina Georgieva, a préféré ne pas froisser les pays riches en évitant de les alerter publiquement sur leurs fragilités macroéconomiques quitte à affaiblir sa mission de surveillance*, regrette Martin Mühleisen, ancien directeur du département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation du FMI. *Car le fonds avait besoin d'eux pour se recapitaliser et augmenter son assistance aux pays à bas revenu.* »

Les tensions géopolitiques fragilisent aussi le FMI. « *Si des Etats-clés comme la Chine et les Etats-Unis se livrent une compétition féroce, ne se font pas confiance et ne coopèrent pas, alors cela limite l'efficacité du FMI* », observe Hung Tran. Records de dette publique, cessez-le-feu fragile dans le détroit d'Ormuz et multiplication des chocs économiques : Kristalina Georgieva a confié à l'agence Bloomberg que son message aux dirigeants réunis la semaine du 13 avril à Washington serait le suivant : « *Attachez vos ceintures.* »